

AVIS DES SOCIETES

ETATS FINANCIERS

**SOCIETE TUNISIENNE DES INDUSTRIES DE PNEUMATIQUES
-STIP-**

Siège social : Centre Urbain Nord, Boulevard de la Terre- 1003 Tunis.

La Société Tunisienne des Industries de Pneumatiques –STIP- publie, ci-dessous, ses états financiers arrêtés au 31 décembre 2007 tels qu'ils seront soumis à l'approbation de l'Assemblée Générale Ordinaire qui se tiendra en date du 30 juin 2008. Ces états sont accompagnés des rapports général et spécial des commissaires aux comptes, Mr CHERIF Mohamed Zinelabidine et Mr HERGLI Mohamed Neji.

**BILAN
Arrêté au 31 Décembre 2007
(Unité : en Dinars)**

Actifs	Notes	Solde au 31 Décembre	
		2007	2006
Actifs non courants			
Actifs immobilisés			
Immobilisations incorporelles		8 339 017	8 366 856
- Amortissements des immobilisations incorporelles		(5 060 525)	(4 493 129)
	III.1.	3 278 492	3 873 727
Immobilisations corporelles		170 934 665	171 930 793
- Amortissements des immobilisations corporelles		(108 382 889)	(98 908 854)
	III.1.	62 551 777	73 021 939
Immobilisations financières		10 421 941	10 362 602
- Provisions sur immobilisations financières		(5 596 860)	(5 596 860)
	III.2.	4 825 081	4 765 742
Total des actifs immobilisés		70 655 349	81 661 408
Autres actifs non courants		-	-
Total des actifs non courants		70 655 349	81 661 408
Actifs courants			
Stocks		23 326 351	28 991 640
-Provisions pour dépréciation des stocks		(926 839)	(1 045 279)
	III.3.	22 399 512	27 946 361
Clients et comptes rattachés		34 323 273	32 128 125
-Provisions pour dépréciation des comptes clients		(14 734 898)	(13 571 804)
	III.4.	19 588 375	18 556 321
Autres actifs courants	III.5.	7 703 618	15 539 377
Liquidités et équivalents de liquidités	III.6.	13 427 286	5 671 208
Total des actifs courants		63 118 791	67 713 267
Total des actifs		133 774 140	149 374 675

**BILAN
Arrêté au 31 Décembre 2007
(Unité : en Dinars)**

Capitaux propres et passifs	Notes	Solde au 31 Décembre	
		2007	2006
Capitaux propres			
Capital social		42 078 240	42 078 240
Réserves légales		2 419 912	2 419 912
Réserves spéciales		2 603 050	2 603 050
Actions propres		(325 774)	(325 774)
Autres capitaux propres		7 705 346	7 705 346
Résultats reportés		(84 143 720)	(51 874 352)
Total des capitaux propres avant résultat de l'exercice		(29 662 945)	2 606 423
Résultat de l'exercice		(17 961 493)	(32 269 368)
Total des capitaux propres	III.7.	(47 624 438)	(29 662 945)
Passifs			

Passifs non courants			
Emprunts et dettes assimilées	III.8.	27 282 322	35 614 460
Autres passifs non courants	III.9.	844 649	844 649
Provisions pour risques et charges	III.10.	230 016	4 720 000
Autres dettes non courantes	III.11.	3 645 656	3 389 169
Total des passifs non courants		32 002 643	44 568 278
Passifs courants			
Fournisseurs et comptes rattachés	III.12.	11 236 821	14 169 888
Autres passifs courants	III.13.	16 869 743	18 181 063
Concours bancaires et autres passifs financiers	III.14.	121 289 371	102 118 391
Total des passifs courants		149 395 935	134 469 342
Total des passifs		181 398 578	179 037 620
Total des capitaux propres et des passifs		133 774 140	149 374 675

ETAT DE RESULTAT
Arrêté au 31 Décembre 2007
(Unité : en Dinars)

	Notes	Exercice de 12 mois clos le	
		31/12/2007	31/12/2006
Produits d'exploitation			
Revenus	III.15.	87 265 056	64 964 214
Autres produits d'exploitation	III.16.	389 267	269 862
Total des produits d'exploitation		87 654 322	65 234 076
Charges d'exploitation			
Variation des stocks de produits finis et des encours		2 171 899	5 381 587
Achats de marchandises consommés		-	-
Achats d'approvisionnements consommés	III.17.	55 959 086	42 465 082
Charges de personnel	III.18.	23 826 414	20 015 587
Dotations aux amortissements et aux provisions	III.19.	8 097 600	16 186 884
Autres charges d'exploitation	III.20.	5 010 532	4 617 127
Total des charges d'exploitation		95 065 531	88 666 266
Résultat d'exploitation		(7 411 208)	(23 432 190)
Charges financières nettes	III.21.	11 156 895	9 610 323
Produits des placements		-	218 097
Autres gains ordinaires	III.22.	727 902	1 024 932
Autres pertes ordinaires		60 508	426 474
Résultat des activités ordinaires avant impôt		(17 900 709)	(32 225 958)
Impôt sur les bénéfices		60 784	43 410
Résultat des activités ordinaires après impôt		(17 961 493)	(32 269 368)
Eléments extraordinaires		-	-
Résultat net de l'exercice		(17 961 493)	(32 269 368)
Résultat net de la période		(17 961 493)	(32 269 368)
Effets des modifications comptables (Net d'impôt)		-	-
Résultat de l'exercice après modification comptable		(17 961 493)	(32 269 368)

ETAT DES FLUX DE TRESORERIE
Arrêté au 31 Décembre 2007
(Unité : en Dinars)

	Notes	Période de 12 mois close le	
		31/12/2007	31/12/2006
Flux de trésorerie liés à l'exploitation			
Résultat net		-17 961 493	-32 269 368
- Ajustements pour:			
Dotations aux amortissements et aux provisions		12 981 612	17 094 040
Reprises sur provisions et amortissements		-4 884 012	-907 156
Différence de change sur liquidités et équivalents		-3 547	-2 287
- Variations des :			
Stocks		5 665 289	-115 966
Créances		-2 195 148	10 982 333
Autres actifs courants		7 259 734	4 165 758
Fournisseurs et autres dettes		5 712 135	-1 489 258
Transfert de charges		924 064	13 396
Plus value de cession des immobilisations		-409 726	-23 330
Moins value sur cession des immobilisations		9 299	123 984

Total des flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	7 098 206	-2 427 855
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement		
Décaissement provenant de l'acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles	-937 800	-283 508
Encaissement provenant de la cession d'immobilisations corporelles et incorporelles	489 589	23 330
Encaissements provenant de l'acquisition d'immobilisations financières	0	21 418
Décaissements provenant de l'acquisition d'immobilisations financières	-59 339	0
Total des flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	-507 549	-238 760
Flux de trésorerie liés aux activités de financement		
Décaissement pour remboursement des emprunts	-1 752 163	-2 387 851
Total des flux de trésorerie liés aux activités de financement	-1 752 163	-2 387 851
Incidence de la variation des taux de change	3 547	2 287
Variation de trésorerie	4 842 040	-5 052 179
Trésorerie au début de l'exercice	-31 371 338	-26 319 159
Trésorerie à la clôture de l'exercice	III.23 -26 529 298	-31 371 338

NOTES AUX ETATS FINANCIERS CLOS
LE 31 DECEMBRE 2007

I. PRESENTATION DE LA SOCIETE

La STIP est une société anonyme, créée le 21 Juillet 1980. Son capital a été augmenté à plusieurs reprises pour être porté au 31 décembre 2003 à 42 078 240 DT.

La société est réputée commerçante et est régie par la réglementation Tunisienne, ainsi que les dispositions de ses statuts qui prévoit comme objet principal la fabrication et la commercialisation des pneumatiques et de tout autres articles en caoutchouc manufacturé.

Suite à son acquisition de la société «SONAP», la "STIP" est devenue, à partir de juillet 1991, l'unique producteur de pneumatiques en Tunisie.

Sur le plan fiscal, la société est régie par les dispositions du droit commun et bénéficie à ce titre des avantages fiscaux relatifs à l'exportation de biens et de services.

L'assemblée générale extraordinaire réunie le 12 octobre 2001, a décidé l'ouverture du capital par offre publique de vente (OPV). Cette opération a porté sur 382 529 actions représentant 10% du capital social. L'ouverture des souscriptions pour le public a commencé le 27 décembre 2001.

II. REFERENTIEL COMPTABLE

II.1. DECLARATION DE CONFORMITE

Les états financiers ont été établis et arrêtés conformément aux dispositions du système comptable des entreprises.

Les règles, méthodes et principes adoptés pour l'enregistrement des opérations au courant ou à la fin de l'exercice ne comportent aucune dérogation significative par rapport à ceux prévus par les normes comptables en vigueur.

II.2. Bases de mesure et principes comptables appliqués

La STIP a accusé une perte nette de 17.961.493 DT pour l'exercice clos au 31 décembre 2007, portant les capitaux propres arrêtés à cette date à la somme négative de 47.624.438 DT, soit 68.663.558 DT en deçà de la moitié du capital social.

Le passif exigible était, au 31 décembre 2007, supérieur de 86.277.144 DT à l'actif circulant et le passif total supérieur de 47.624.438 DT au total de l'actif.

Cette situation est due à des facteurs endogènes et surtout exogènes ayant affecté la compétitivité commerciale, la performance économique et l'équilibre financier de la société.

Dans ce contexte, la STIP a entamé un processus de recherche de solutions stratégiques visant la restructuration de la société et le rétablissement de son équilibre financier. Ce processus, encadré par les pouvoirs publics, comprend, notamment :

- ✓ Le rééchelonnement d'une partie de l'endettement bancaire et l'abandon des intérêts de retard par les bailleurs de fonds.
- ✓ La conversion en capital d'une partie de l'endettement bancaire.
- ✓ Le cautionnement en capital d'une partie de l'endettement bancaire.
- ✓ Le cautionnement, par la Banque Nationale Agricole, la Société Tunisienne des Banques et la Banque de l'Habitat, de la ligne de crédit consentie par la Banque Islamique de Développement « BID » pour 25 millions de dollars US.
- ✓ Le rééchelonnement de la dette de la société envers la Caisse Nationale de Sécurité Sociale.
- ✓ La restitution, par l'Etat, du crédit de TVA et de droits de douanes.
- ✓ La cession des immobilisations non nécessaires à l'exploitation.
- ✓ La réduction de l'effectif de la société et de l'indemnisation du personnel partant.

Toutefois, en dehors de l'assainissement social entrepris en 2007 et malgré la tenue d'un conseil inter ministériel pour examiner le dossier de restructuration de la STIP, aucune mesure concrète n'a été prise pour assainir la situation financière de la société.

Cette situation fait peser des doutes sur la capacité de la STIP à poursuivre ses activités.

Nonobstant les incertitudes précitées, les présents états financiers ont été dressés selon les principes comptables généralement reconnus en matière de continuité de l'exploitation qui prévoient que la STIP sera en mesure de réaliser ses éléments d'actif et de s'acquitter de ses obligations dans le cours normal des affaires.

En conséquence, les états financiers ont été établis en adoptant le concept de capital financier et en retenant comme procédé de mesure celui du coût historique.

Les autres méthodes d'évaluation les plus significatives se résument comme suit:

Unité monétaire

Les états financiers sont établis en dinar tunisien. Les soldes des opérations libellées en monnaie étrangère ont été convertis au cours de clôture et les gains et pertes de change ont été imputés directement aux résultats conformément aux dispositions de la norme comptable n° 15.

Immobilisations

Seuls les éléments répondant aux critères de prise en compte d'un actif ont été immobilisés.

Les immobilisations sont enregistrées à leur coût d'entrée qui comprend le prix d'achat augmenté des droits et taxes supportés et non récupérables et les frais directs tels que les commissions et courtages, les frais de transit, les frais de préparation du site, les frais de livraison, de manutentions initiales et les frais d'installation.

Les amortissements sont calculés sur les durées d'utilisations effectives de chaque immobilisation suivant le système linéaire et sur la base des taux suivants :

Nature d'immobilisation	Taux d'amortissement
Logiciels informatiques	33%
Know How	10%
Fonds de commerce	5%
Constructions	5%
Installations, Agencements et Aménagements des constructions	10%
Matériel et outillage industriel	10%
Matériel informatique	15%
Matériel de transport	20%
Mobilier et matériel de bureau	10%

La société a réévalué ses immobilisations au cours de l'exercice 1996. Cette opération a été faite sur la base des indices de réévaluation fixés par le décret 90-905 du 04 juin 1990 et a permis de dégager une réserve spéciale de réévaluation de 7 705 346 DT, inscrite parmi les capitaux propres.

Les valeurs nettes comptables des immobilisations réévaluées sont amorties linéairement aux taux suivants:

Nature d'immobilisation	Taux
Constructions	2,5% à 5%
Matériels et outillages industriels	20%

Stocks

Les valeurs d'exploitation comprennent les matières premières, les matières consommables, les pièces de rechanges, les produits en cours, les produits finis et les marchandises. Ils sont valorisés aux coûts standards d'achat ou de production qui sont calculés au début de chaque année sur la base des prévisions budgétaires.

A la clôture de l'exercice les coûts standards prévisionnels sont corrigés en fonction de l'évolution du coût de la matière première.

En matière de provision sur stock de produits finis, il est procédé comme suit:

Pour le stock de pneus destinés à l'exportation (essentiellement agricoles) dont la valeur de réalisation nette est inférieure au coût de production ; une provision égale à la différence est constatée.

Pour les produits finis fabriqués pour le compte de la société " Pirelli" et qui sont facturés à un prix conventionnel, une provision égale à la différence entre le prix de vente et le coût standard de production a été constituée.

Emprunts

Le principal des emprunts est comptabilisé, pour la partie débloquée au passif du bilan sous la rubrique des passifs non courants. La partie à échoir dans un délai inférieur à une année est classée parmi les passifs courants.

III. Notes explicatives du bilan et de l'état de résultat**III.1. Les immobilisations corporelles et incorporelles**

Les immobilisations nettes s'élèvent au 31/12/2007 à 65 830 268 DT. Elles sont analysées au niveau du tableau suivant

Désignation	Valeur brute 31/12/2006	Acquisitions	Transfert	Cession et régularisations	Valeur brute au 31/12/2007	Amortissements cumulés au 31/12/2006	Dotation 2007	Cessions et régularisations	Amortissements cumulés au 31/12/2007	VCN au 31/12/2007
<u>Immobilisations incorporelles</u>										
-Know How	7 004 062	0	0	0	7 004 062	-3 560 949	-523 647	0	-4 084 596	2 919 466
-Logiciels	550 831	5 001	16 425	0	572 257	-550 831	-5 614	0	-556 445	15 812
-Fonds commercial	762 697	0	0	0	762 697	-381 349	-38 135	0	-419 484	343 213
-En cours	16 425	0	-16 425	0	0	0	0	0	0	0
-Avance sur commandes	32 840	0	0	-32 840	0	0	0	0	0	0
Sous-total (I)	8 366 855	5 001	0	-32 840	8 339 017	-4 493 129	-567 396	0	-5 060 525	3 278 491
<u>Immobilisations corporelles</u>										
-Terrains	1 368 098	0	0	0	1 368 098	0	0	0	0	1 368 098
-Constructions	24 892 371	0	0	0	24 892 371	-10 482 649	-847 613	0	-11 330 263	13 562 108
-Constructions réévaluées	999 739	0	0	-129 710	870 029	-540 612	-15 468	56 470	-499 610	370 419
-Agencements et aménagements des constructions	3 069 451	0	0	0	3 069 451	-1 878 848	-230 727	0	-2 109 575	959 876
-Matériel & outillages industriels	98 362 038	613 527	75 994	-52 579	98 998 979	-44 305 280	-8 925 725	36 657	-53 194 348	45 804 631
-Matériel & outil. industriels réévalués	37 882 768	0	0	-257 574	37 625 194	-37 882 768	0	257 574	-37 625 194	0
-Matériel de transport	1 888 414	41 989	0	-345 572	1 584 831	-1 860 094	-24 922	345 572	-1 539 444	45 387
-Matériel informatique	981 930	13 828	0	0	995 758	-826 629	-53 789	0	-880 418	115 341
-Agencement, Aménagements & Installations	1 080 890	2 869	0	-15 217	1 068 543	-793 518	-64 511	15 217	-842 812	225 730
-Equipement de bureau	437 876	0	0	0	437 876	-338 455	-22 770	0	-361 225	76 651
-En cours	117 509	0	-19 975	-97 535	0	0	0	0	0	0
-Avance sur cde(all-steel)	849 708	23 536	-56 019	-793 689	23 536	0	0	0	0	23 536
Sous-total (II)	171 930 793	695 749	0	-1 691 877	170 934 665	-98 908 854	-10 185 525	711 491	-108 382 889	62 551 777
Total (I+II)	180 297 648	700 749	0	-1 724 717	179 273 681	-103 401 983	-10 752 921	711 491	-113 443 414	65 830 268

III.2. Les immobilisations financières

Les immobilisations financières nettes des provisions totalisent au 31/12/2007 un solde de 4 825 081 DT contre un solde net de 4 765 742 DT au 31/12/2006. Elles se détaillent comme suit :

Libellé	Solde au 31/12/2007	Solde au 31/12/2006	Variation
Titres de participation SOMACOP	5 596 860	5 596 860	0
Titres de participation SMTP	4 508 355	4 508 355	0
Cautionnements	316 726	257 387	59 339
Total valeur brute	10 421 941	10 362 602	59 339
- Provision pour dépréciation	-5 596 860	-5 596 860	0
Total valeur nette	4 825 081	4 765 742	59 339

La provision pour dépréciation des immobilisations financières est relative aux titres SOMACOP.

III.3. Les stocks

Les stocks affichent au 31/12/2007 un solde brut de 23 326 351 DT contre un solde brut de 28 991 640 DT au 31/12/2006. La provision pour dépréciation des stocks s'élève à 926 839 DT au 31/12/2007 contre 1 045 279 DT au 31/12/2006 soit un solde net des stocks au 31/12/2007 de 22 399 512 DT contre 27 946 361 DT au 31/12/2006.

Les stocks se détaillent dans le tableau qui suit :

Libellé	Solde au 31/12/2007	Solde au 31/12/2006	Variation
Matières premières	7 926 654	12 415 505	-4 488 851
- Provision pour dépréciation	0	0	0
Total valeur nette des matières premières	7 926 654	12 415 505	-4 488 851
Stock de produits finis	5 906 153	8 411 768	-2 505 615
- Provision pour dépréciation	-126 839	-245 279	118 440
Total valeur nette des produits finis	5 779 314	8 166 489	-2 387 175
Stock d'en-cours de productions de biens	2 650 140	2 316 424	333 716
- Provision pour dépréciation	0	0	0
Total valeur nette des en-cours	2 650 140	2 316 424	333 716
Stock de pièces de rechange et autres approv.	6 843 403	5 847 942	995 461
- Provision pour dépréciation	-800 000	-800 000	0

Total valeur nette des pièces de rechange	6 043 403	5 047 942	995 461
Total valeur nette	22 399 512	27 946 361	-5 546 849

III.4. LES CLIENTS ET COMPTES RATTACHES

Les clients et comptes rattachés affichent une valeur brute au 31/12/2007 de 34 323 273 DT contre 32 128 125 DT au 31/12/2006. La provision pour dépréciation des créances clients s'élève au 31/12/2007 à 14 734 898 DT contre 13 571 804 DT au 31/12/2006. La valeur nette des clients et comptes rattachés s'élève ainsi à 19 588 376 DT au 31/12/2007 contre 18 556 321 DT au 31/12/2006. Cette rubrique se détaille comme suit :

Libellé	Solde au 31/12/2007	Solde au 31/12/2006	Variation
Clients locaux	1 395 035	9 584 461	-8 189 426
Clients locaux, effets à recevoir	261 890	343 688	-81 798
Clients étrangers	17 240 011	16 816 493	423 518
Clients douteux	15 426 337	5 383 484	10 042 853
Total valeur brute	34 323 273	32 128 125	2 195 147
- Provision pour dépréciation	-14 734 898	-13 571 804	-1 163 094
Total valeur nette	19 588 376	18 556 321	1 032 054

III.5. Les autres actifs courants

La valeur nette des autres actifs courants s'élève au 31/12/2007 à 7 703 618 DT contre 15 539 377 DT au 31/12/2006. Ils se détaillent comme suit :

Libellé	Solde au 31/12/2007	Solde au 31/12/2006	Variation
Fournisseurs débiteurs	1 075 601	1 244 244	-168 643
Personnel	127 250	77 370	49 880
Etat, impôts/sociétés à reporter	2 804 247	3 413 639	-609 391
Etat TVA à reporter	1 352 979	8 591 443	-7 238 464
Etat TVA récupérable	922 202	604 473	317 729
Etat TFP à reporter	305 996	358 511	-52 515
Etat, avance en douanes	210 711	17 069	193 642
Etat Rappel d'Impôts	545 414	545 414	0
Sociétés de groupe	975 765	752 570	223 195
Charges constatées d'avances	240 360	215 527	24 834
Total valeur brute	8 560 525	15 820 259	-7 259 734
- Provision pour dépréciation	-856 907	-280 882	-576 025
Total valeur nette	7 703 618	15 539 377	-7 835 759

III.6. Les liquidités et équivalents de liquidités

Les liquidités et équivalents de liquidités s'élèvent au 31/12/2007 à 13 427 286 DT contre 5 671 208 DT au 31/12/2006. Elles se détaillent ainsi :

Libellé	Solde au 31/12/2007	Solde au 31/12/2006	Variation
Banques	7 289 777	3 591 476	3 698 301
Caisses	9 051	83 832	-74 781
Chèques à L'Encaissement	3 168 877	458 976	2 709 901
Effets à L'Encaissement	123 367	482 209	-358 842
Effets à L'Escompte	439 375	53 800	385 575
Régies d'avance & accreditifs	2 513 469	1 000 915	1 512 554
Total valeur brute	13 543 917	5 671 208	7 872 708
- Provision pour dépréciation	-116 631	0	-116 631
Total valeur nette	13 427 286	5 671 208	7 756 077

La provision pour dépréciation des liquidités et équivalents de liquidités correspond à des effets à l'encaissement retournés impayés après la date de clôture.

III.7. Les capitaux propres

Les capitaux propres sont passés de (29 662 945) DT au 31/12/2006 à (47 624 438) DT au 31/12/2007.

Cette variation est détaillée au niveau du tableau de variation des capitaux propres qui suit :

Désignation	Capital social	Réserve légale	Réserve spéciale d'investissement	Réserve spéciale	Actions propres	Autres capitaux propres	Résultats reportés	Amortissements différés	Résultat de l'exercice	Total
Solde au 31/12/2006	42 078 240	2 419 912	1 903 050	700 000	-325 774	7 705 346	-24 783 296	-27 091 056	-32 269 368	-29 662 945
Affectation de résultat de l'exercice 2006 suivant la décision de l'AGO du 26/10/2007	0	0	0	0	0	0	-21 154 489	-11 114 879	32 269 368	0
Résultat net de l'exercice 2007	0	0	0	0	0	0	0	0	-17 961 493	-17 961 493
Solde au 31/12/2007	42 078 240	2 419 912	1 903 050	700 000	-325 774	7 705 346	-45 937 785	-38 205 935	-17 961 493	-47 624 438

III.8. Les emprunts

Les emprunts à plus d'un an affichent au 31/12/2007 un solde de 27 282 322 DT contre un solde de 35 614 460 DT au 31/12/2006 et sont détaillés ainsi :

BAILLEURS DE FONDS	Solde au 31/12/2006						Exercice 2007				Solde au 31/12/2007			
	durée	franch	taux	Crédit initial	à + d'un an	à - d'un an	Total	Rembts	Reclasts	à + d'un an	à - d'un an	Total		
UBCI crédit 1269.888,000	7 ans	2 ans	4,000000%	4 000 000	634 944	181 413	0	816 357	181 413	181 413	453 531	181 413	0	634 944
UBCI crédit 672.555,288	7 ans	2 ans	4,000000%	*	336 278	96 079	0	432 357	96 079	96 079	240 198	96 079	0	336 278
UBCI Crédit : 1 474 524,000	7 ans	2 ans	4,000000%	*	737 262	210 646	0	947 908	210 646	210 646	526 616	210 646	0	737 262
UBCI Crédit 793 688,913	7 ans	2 ans	4,000000%		396 844	113 384	0	510 229	113 384	113 384	283 460	113 384	0	396 844
STB Crédit : 2.063.027,120	15 ans	3 ans	9,220000%	14 000 000	1 633 230	171 919	257 878	2 063 027		171 919	1 461 311	171 919	429 797	2 063 027
STB Crédit : 2.372 171,477	15 ans	3 ans	9,220000%	*	1 927 389	197 681	247 101	2 372 171		197 681	1 729 708	197 681	444 782	2 372 171
STB Crédit : 3.358.906,778	15 ans	3 ans	9,220000%	*	2 659 135	279 909	419 863	3 358 907		279 909	2 379 226	279 909	699 772	3 358 907
STB Crédit : 1 205 894,625	15 ans	2 ans	9,220000%	*	1 004 912	100 491	100 491	1 205 895		100 491	904 421	100 491	200 982	1 205 895
STB Crédit : 2.372 546,236	15 ans	2 ans	9,293000%	*	1 825 036	182 504	319 381	2 326 920		182 504	1 642 532	182 504	501 885	2 326 920
STB Crédit : 2.627 453,764	15 ans	2 ans	9,293000%	*	2 021 118	202 112	353 696	2 576 926		202 112	1 819 006	202 112	555 808	2 576 926
STB Crédit : 5.000 000,000	7 ans	-	7,312500%	5 000 000	1 785 714	714 286	1 428 571	3 928 571		714 286	1 071 429	714 286	2 142 857	3 928 571
BS Crédit 2 000.000,000	7 ans	2 ans	6,937500%	2 000 000	679 602	410 861	98 128	1 188 590	98 128	440 393	239 209	440 393	410 861	1 090 462
BS Crédit : 1000 000 D	20 mois		6,750000%		0	111 861	109 073	220 934	220 934	0	0	0	0	0
Amen Bank Crédit 2 200 000,000	12 ans	2 ans	6,90625%	7 000 000	1 717 000	174 250	160 750	2 052 000		189 000	1 528 000	189 000	335 000	2 052 000
Amen Bank Crédit 800 000 D	12 ans	2 ans	6,90625%	*	624 250	63 250	58 500	746 000		68 750	555 500	68 750	121 750	746 000
Amen Bank crédit 4000,000	10 ans	2 ans	7,000000%	3 282 250	304 250	280 250	3 866 750	329 750	2 952 500	329 750	584 500	329 750	584 500	3 866 750
AMEN BANK : 1 200 000D	3 ans		7,000000%		428 486	399 439	372 075	1 200 000		428 486	0	428 486	771 514	1 200 000
ATB Crédit : 1 000 000,000	5 ans	1 an	6,90625%	4 000 000	0	200 000	0	200 000	200 000	0	0	0	0	0
ATB Crédit : 1 500 000,000	5 ans		6,90625%	0	315 789	0	0	315 789	315 789	0	0	0	0	0
ATB : Crédit 900 000,000	5 ans			0	189 474	0	0	189 474	189 474	0	0	0	0	0
ATB Crédit : 600 000,000D	5 ans			0	126 316	0	0	126 316	126 316	0	0	0	0	0
BFT Crédit : 3 000 000,000	7 ans	2 ans	6,90625%	3 000 000	1 090 918	545 452	1 363 630	3 000 000		545 452	545 466	545 452	1 909 082	3 000 000
UIB Crédit 929.412,335	7 ans	2 ans	6,90625%	4 000 000				0		0	0	0	0	0
UIB Crédit : 240 000,000	7 ans		6,000000%	240 000				0		0	0	0	0	0
UIB Crédit réaménagé : 3 555 000 D	6 ans		6,000000%		2 262 120	646 320	646 560	3 555 000		646 320	1 615 800	646 320	1 292 880	3 555 000
UIB Crédit réaménagé : 445 000 D	2,5 ans		7,000000%		0	222 000	223 000	445 000		0	0	0	445 000	445 000
BTKD Crédit 6 000 000,000	12 ans	2 ans	7,937500%	6 000 000	3 750 000	600 000	600 000	4 950 000		600 000	3 150 000	600 000	1 200 000	4 950 000
BTKD Crédit réaménagé 1 050 000D			7,000000%		906 000	144 000	0	1 050 000		144 000	762 000	144 000	144 000	1 050 000
BNA Crédit 8 424 000,000	7 ans	2 ans	6,90625%	10 000 000	3 369 600	1 684 800	3 369 600	8 424 000		1 684 800	1 684 800	1 684 800	5 054 400	8 424 000
BNA Crédit 1576.000,000D	7 ans		6,000000%		866 800	315 200	394 000	1 576 000		315 200	551 600	315 200	709 200	1 576 000
BNA Crédit 4410000D	18M		8,000000%	4 410 000	0	0	3 589 365	3 589 365		0	0	0	3 589 365	3 589 365
BIAT 2 500 000 D	7 ans	2 ans	7,000000%	2 500 000	1 428 571	476 190	595 238	2 500 000		476 190	952 381	476 190	1 071 429	2 500 000
BH Crédit 247 000 D	10 ANS		8,200000%	247 000	247 000	0	0	247 000		13 372	233 628	13 372	0	247 000
Total				66 397 000	35 614 460	9 379 876	14 987 151	59 981 486	1 752 163	8 332 137	27 282 322	8 332 137	22 614 863	58 229 323

III.9. Les autres passifs non courants

Les autres passifs non courants s'élevaient au 31/12/2007 et au 31/12/2006 à 844 649 DT. Il s'agit d'une avance accordée par l'état Tunisien depuis les premières années d'activité de la " STIP ", et qui provient d'un don Italien.

III.10. Les provisions pour risques et charges

Les provisions pour risques et charges s'élevaient au 31/12/2007 à 230 016 DT contre 4 720 000 DT au 31/12/2006. Elles se détaillent ainsi :

Libellé	Solde au 31/12/2007	Solde au 31/12/2006	Variation
Provision pour restructuration	0	4 700 000	-4 700 000
Autres provisions pour risques et charges	230 016	20 000	210 016
Total	230 016	4 720 000	-4 489 984

III.11. Autres dettes non courantes

Les autres dettes non courantes s'élevaient au 31/12/2007 à 3 645 656 DT contre 3 389 169 DT au 31/12/2006.

Elles se détaillent ainsi :

Libellé	Solde au 31/12/2007	Solde au 31/12/2006	Variation
Dettes CNSS à plus d'un an	2 443 355	3 389 169	-945 815
Dettes fiscales à plus d'un an	1 202 301	0	1 202 301
Total	3 645 656	3 389 169	256 486

La STIP a bénéficié d'un échéancier s'étalant sur cinq ans pour le remboursement de sa dette vis à vis de la CNSS d'un montant de 4 498 530 DT; ainsi que d'un échéancier de même durée vis à vis du trésor en application de la loi n° 25/2006 du 15/06/2006 relative à l'amnistie fiscale pour 2 671 780 DT.

La partie à échoir dans un délai supérieur à une année est classé parmi les passifs non courants. Celle à moins d'une année est classée parmi les passifs courants.

III.12. Les fournisseurs et comptes rattachés

Le solde des fournisseurs et comptes rattachés est de 11 236 821 DT au 31/12/2007 contre 14 169 888 DT au 31/12/2006. Cette rubrique se détaille dans ce qui suit :

Libellé	Solde au 31/12/2007	Solde au 31/12/2006	Variation
<i>Fournisseurs d'exploitation</i>			
Fournisseurs locaux	2 942 692	3 079 928	-137 236
Fournisseurs étrangers	5 884 796	8 314 837	-2 430 041
Fournisseurs locaux, retenus de garantie	1 541	1 541	0
Fournisseurs, factures non parvenues	1 634 983	1 433 540	201 444
Fournisseurs locaux, effets à payer	371 739	701 923	-330 184
Total des fournisseurs d'exploitation	10 835 752	13 531 769	-2 696 017
<i>Fournisseurs d'immobilisations</i>			
Fournisseurs locaux	116 472	258 026	-141 554
Fournisseurs étrangers	25 555	174 461	-148 906
Fournisseurs locaux, retenus de garantie	259 042	205 632	53 410
Total des fournisseurs d'immobilisations	401 069	638 120	-237 051
Total	11 236 821	14 169 888	-2 933 068

III.13. Les autres passifs courants

Le total des autres passifs courants s'élève au 31/12/2007 à 16 869 743 DT contre 18 181 063 DT au 31/12/2006 et se détaille comme suit :

Libellé	Solde au 31/12/2007	Solde au 31/12/2006	Variation
Clients R.R.R. à accorder	7 875 485	6 165 833	1 709 652
Ristournes à rembourser à MAAP	902 177	902 177	0
Fonds social	1 507 137	996 510	510 627
Personnel	1 900 444	2 913 382	-1 012 937
Etat, impôts et taxes	877 732	2 778 496	-1 900 764
Associés, dividendes à payer	1 067 622	1 067 622	0
Caisse Nationale de sécurité sociale	2 186 904	2 533 316	-346 413
Tantièmes	94 462	94 462	0
Jetons de présence	184 015	168 015	16 000
Créditeurs divers	0	236 570	-236 570
Produits constatés d'avance	171 012	319 232	-148 220
Compte d'attente		47	-47
Sous total 1	16 766 989	18 175 662	-1 408 673
Provision courante pour risques & charges	102 754	5 401	97 353
Total	16 869 743	18 181 063	-1 311 319

III.14. Les concours bancaires et autres passifs financiers

Les concours bancaires et autres passifs financiers s'élèvent au 31/12/2007 à 121 289 371 DT contre 102 118 391 DT au 31/12/2006. Ils se détaillent comme suit :

Libellé	Solde au 31/12/2007	Solde au 31/12/2006	Variation
Échéances à moins d'un an sur emprunts	8 332 138	9 379 876	-1 047 738
Échéances impayées	22 614 863	14 987 151	7 627 712
Emprunts courants	38 801 145	33 882 212	4 918 933
Intérêts courus	11 468 011	6 826 606	4 641 405
Banques	40 073 214	37 042 546	3 030 668
Total	121 289 371	102 118 391	19 170 980

III.15. Les revenus

Les revenus réalisés au cours de 2007 s'élèvent à 87 265 056 DT contre 64 964 214 DT réalisés au cours de 2006.
Les revenus se détaillent dans ce qui suit :

Libellé	Exercice de 12 mois clos au		Variation
	31/12/2007	31/12/2006	
Ventes locales			
Ventes locales de produits finis Msaken	24 270 745	18 630 474	5 640 271
Ventes locales de produits finis "All-steell"	22 925 396	12 840 850	10 084 547
Ventes locales de produits finis MI Bourguiba	7 701 821	6 449 849	1 251 972
Ventes de produits intermédiaires	504 068	442 353	61 715
Ristournes sur ventes	-4 552 363	-1 753 977	-2 798 386
Total des ventes locales	50 849 668	36 609 549	14 240 119
Ventes à l'export			
Exportation de produits finis Msaken	19 484 668	16 200 808	3 283 860
Exportation de produits finis "All-steell"	13 567 162	9 345 465	4 221 698
Exportation de produits finis MI Bourguiba	2 211 501	2 317 659	-106 158
Exportation de produits finis Pirelli U2	2 066 980	1 712 848	354 132
Exportation de services		36 614	-36 614
Ristournes sur ventes accordées	-914 923	-1 258 729	343 805
Total des ventes à l'export	36 415 388	28 354 665	8 060 723
Total	87 265 056	64 964 214	22 300 842

III.16. Les autres produits d'exploitation

Les autres produits d'exploitation réalisés au cours de 2007 s'élèvent à 389 267DT contre 269 862 DT réalisés au cours de 2006.
Ils se détaillent ainsi :

Libellé	Exercice de 12 mois clos au		Variation
	31/12/2007	31/12/2006	
Revenus des immeubles	28 229	31 646	-3 417
Ventes des déchets	123 294	99 352	23 942
Autres produits	230 744	137 464	93 279
Subvention d'exploitation	7 000	1 400	5 600
Total	389 267	269 862	119 404

III.17. Les achats d'approvisionnements consommés

Les achats d'approvisionnements consommés encourus en 2007 s'élèvent à 55 959 086 DT contre 42 465 082 DT encourus en 2006.
Ils se détaillent comme suit :

Libellé	Exercice de 12 mois clos au		Variation
	31/12/2007	31/12/2006	
Achats d'approvisionnements	42 385 175	39 998 302	2 386 872
Variation de stocks des autres approvisionnements	4 488 851	-5 867 094	10 355 945
Total 1	46 874 026	34 131 208	12 742 817
Achats de fournitures et matières consommables	6 307 358	4 503 014	1 804 344
Variation de stocks matières premières et fournitures	-995 461	369 541	-1 365 001
Total 2	5 311 898	4 872 555	439 343
Achats non stockés	3 773 163	3 461 319	311 844
Total	55 959 086	42 465 082	13 494 004

III.18.Les charges de personnel

Les charges de personnel encourus en 2007 s'élèvent à 23 826 414 DT contre 20 015 587 DT encourus en 2006. Elles se détaillent comme suit :

Libellé	Exercice de 12 mois clos au		Variation
	31/12/2007	31/12/2006	
Salaires	19 500 383	15 852 221	3 648 162
Charges sociales	3 940 186	3 879 190	60 996
Autres charges sociales	337 546	381 088	-43 542
Fonds social	48 300	-96 912	145 211
Total	23 826 414	20 015 587	3 810 828

III.19.Les dotations aux amortissements et aux provisions

Les dotations aux amortissements et aux provisions de 2007 s'élèvent à 8 097 600 DT contre 16 186 884 DT encourus en 2006. Elles se détaillent comme suit :

Libellé	Exercice de 12 mois clos au		Variation
	31/12/2007	31/12/2006	
Dotations aux amortissements des immobilisations	10 752 921	11 153 014	-400 093
Provisions pour dépréciation des stocks	32 772	0	32 772
Provisions pour dépréciation des clients	1 195 894	1 000 000	195 894
Provisions pour dépréciation des autres actifs courants	692 656	181 155	511 501
Dotations aux provisions pour risques et charges	307 369	4 205 401	-3 898 031
Dotations aux résorptions des charges à répartir	0	554 471	-554 471
- Reprise sur provision pour dépréciation des stocks	-151 212	-273 856	122 644
- Reprise sur provision pour dépréciation des créances	-32 800	-139 088	106 288
- Reprise sur provision pour risques et charges	-4 700 000	-494 211	-4 205 789
Total	8 097 600	16 186 884	-8 089 284

III.20.Les autres charges d'exploitation

Les autres charges d'exploitation encourues en 2007 s'élèvent à 5 010 532 DT contre 4 617 127 DT encourues en 2006. Elles se détaillent comme suit :

Libellé	Exercice de 12 mois clos au		Variation
	31/12/2007	31/12/2006	
Location et charges locatives	592 662	817 683	-225 021
Entretien et réparation	440 771	431 064	9 707
Primes d'assurances	798 800	679 162	119 638
Gardiennage	137 096	64 495	72 601
Commissions sur ventes	0	37 011	-37 011
Rémunération d'intermédiaires et honoraires	198 406	356 688	-158 282
Relations publiques	206 347	166 292	40 055
Frais de transport	521 396	650 963	-129 567
Missions et réceptions	91 651	96 567	-4 916
Frais postaux et de télécommunication	77 066	86 178	-9 112
Frais et commissions bancaires	857 003	726 547	130 456
Charges diverses ordinaires*	680 149	491 277	188 872
Impôt et taxes	409 185	13 199	395 986
Total	5 010 532	4 617 127	393 406

* Les charges diverses ordinaires se détaillent comme suit :

Libellé	Exercice de 12 mois clos au		Variation
	31/12/2007	31/12/2006	
Redevances techniques	636 541	434 930	201 611
Jetons de présence	26 000	39 000	-13 000
Autres charges diverses ordinaires	17 608	17 347	261
Total	680 149	491 277	188 871

III.21. Les charges financières nettes

Les charges financières nettes encourues en 2007 s'élèvent à 11 156 895 DT contre 9 610 323 DT encourues en 2006. Elles se détaillent comme suit :

Libellé	Exercice de 12 mois clos au		Variation
	31/12/2007	31/12/2006	
Intérêts sur crédits d'exploitation	1 193 167	758 716	434 451
Intérêts de retard de paiement	3 351 774	1 583 956	1 767 818
Intérêts sur emprunts	3 033 972	3 332 425	-298 453
Intérêts des comptes courants	2 892 001	2 793 934	98 067
Intérêts sur escomptes des effets recevoir	740 177	731 646	8 531
Intérêts sur crédits financement des stocks	55 657	54 180	1 477
Intérêts sur financement des exportations	1 151 353	936 287	215 066
Autres Intérêts Bancaire	19 447	98 921	-79 474
Intérêts des autres dettes	-26 890	28 323	-55 213
Intérêts des obligations cautionnées	0	0	0
Autres intérêts et pénalités	92 858	177 434	-84 576
Intérêts créditeurs des comptes courants bancaires	-109 357	-10 230	-99 127
Pertes et gains de Change réalisés	-873 891	-465 072	
Pertes et gains de Change non réalisés	-363 372	-410 197	1 908 566
Total	11 156 895	9 610 323	1 809 439

III.22. Autres gains ordinaires

Les autres gains ordinaires réalisés au cours de 2007 s'élèvent à 727 902 DT contre 1 024 932 DT en 2006. Ils se détaillent comme suit :

Libellé	Exercice de 12 mois clos au		Variation
	31/12/2007	31/12/2006	
Produits nets sur cessions d'immobilisations	409 726	23 330	386 396
Abandon des pénalités de retard sur impôts "all-steel"	0	525 907	-525 907
Annulation intérêts sur crédit BID réglé	0	295 875	-295 875
Annulation échéance leasing*	0	151 931	-151 931
Gain sur écart report IS	70 987	0	70 987
Apurement anciennes dettes	236 570	0	236 570
Autres gains ordinaires	10 619	27 889	-17 270
Total	727 902	1 024 932	-157 519

III.23. Trésorerie de début et de fin de période

La trésorerie à la clôture de l'exercice 2007 s'élève à (26 529 297) DT contre (31 371 338) DT en 2006 et se détaille comme suit :

Libellé	Solde au 31/12/2007	Solde au 31/12/2006	Variation
Banques	7 289 777	3 591 476	3 698 301
Caisses	9 051	83 832	-74 781
Chèques à L'Encaissement	3 168 877	458 976	2 709 901
Effets à L'Encaissement	123 367	482 209	-358 842
Effets à L'Escompte	439 375	53 800	385 575
Régies d'avance & accreditifs	2 513 469	1 000 915	1 512 554
Banques débitrices	-40 073 214	-37 042 546	-3 030 668
Total	-26 529 297	-31 371 338	4 842 040

III.24. Engagements hors bilan**I – Engagements financiers**

Type d'engagement	Valeur Totale	Tiers	Entreprise liée	Actionnaire	Provisions
1- Engagements donnés					
a) Garantie réelle					
• Hypothèques					

Hypothèque de 1er rang et en pari passu sur la propriété sise à la zone de Ksar Saïd		BFT, STB, BS, ATB, BTKD, UBCI, AMEN BANK, BNA, BIAT, UIB,	BTKD, STB et BS	BTKD, STB et BS	0
Hypothèque de 1er rang et en pari passu sur la propriété sise à Ezzaïet		BFT, STB, BS, ATB, BTKD, UBCI, AMEN BANK, BNA, BIAT, UIB	BTKD, STB et BS	BTKD, STB et BS	0
Hypothèque de 1er rang et en pari passu sur la propriété sise à Menzel Bourguiba		BS, ATB, BTKD, UBCI, AMEN BANK, BIAT	BTKD, STB et BS	BTKD, STB et BS	0
Hypothèque de 1er rang et en pari passu sur la propriété sise à Tunis (Siège social)		BS, ATB, UBCI	BTKD, STB et BS	BTKD, STB et BS	0
• Nantissement Nantissement en rang utile en pari passu sur les fonds de commerce sis à Ezzaïet et à Menzel Bourguiba (Y compris les Matériels et outillages)		BFT, STB, BS, ATB, BTKD, UBCI, AMEN BANK, BIAT et UIB	BTKD, STB et BS	BTKD, STB et BS	0
<u>b) Effets escomptés et non échus</u>	10 702 825				
Effets escomptés et non échus	3 381 777	JOMAA ET CIE	NON	NON	0
Effets escomptés et non échus	1 423 840	STPCI	NON	NON	0
Effets escomptés et non échus	1 100 000	Ste EL WAFA	NON	NON	0
Effets escomptés et non échus	1 229 492	SPG	NON	NON	0
Effets escomptés et non échus	452 496	S.C.P	NON	NON	0
Effets escomptés et non échus	107 905	Gros Pneus	NON	NON	0
Effets escomptés et non échus	270 000	BECHIR LOUATY	NON	NON	0
Effets escomptés et non échus	134 902	SCIT	NON	NON	0
Effets escomptés et non échus	273 796	STT	NON	NON	0
Effets escomptés et non échus	319 052	SICAME	OUI	OUI	0
Effets escomptés et non échus	329 317	SOCOREP	NON	NON	0
Effets escomptés et non échus	796 411	COMET	NON	NON	0
Effets escomptés et non échus	340 367	S T I A	OUI	OUI	0
Effets escomptés et non échus	297 934	TUNICOM	NON	NON	0
Effets escomptés et non échus	94 707	SET CAR	NON	NON	0
Effets escomptés et non échus	9 228	SIMMA	NON	NON	0
Effets escomptés et non échus	115 011	SMDP	NON	NON	0
Effets escomptés et non échus	16 353	S.I.T.A.R	NON	NON	0
Effets escomptés et non échus	10 238	HUARD TUNISIE	NON	NON	0
TOTAL	10 702 825				

Type d'engagement	Valeur Totale	Tiers	Entreprise liée	Actionnaire	Provisions
2 - Engagements reçus					
a) Garanties personnelles					
• Cautions personnelles	4 400 000				
Caution accordée par un client	1 000 000	SPG	NON	NON	0
Caution accordée par un client	2 000 000	STPCI	NON	NON	0
Caution accordée par un client	1 000 000	SNP	NON	NON	0
Caution accordée par un client	400 000	Gros Pneus	NON	NON	0
b) Garantie réelles					
• Hypothèques	3 214 311				
- Hypothèque sur titre foncier n° 39984	200 000	JOMAA ET CIE	NON	NON	0
Hypothèque sur titre foncier n° 48957	50 000	JOMAA ET CIE	NON	NON	0
Hypothèque sur titre foncier n° 26733	-	JOMAA ET CIE	NON	NON	0
Hypothèque sur titre foncier n° 17664	414 311	JOMAA ET CIE	NON	NON	0
Hypothèque sur titre foncier n° 90475	700 000	SNP	NON	NON	0
Hypothèque sur titre foncier n° 49059	150 000	SPE	NON	NON	0

Hypothèque de premier rang; ZI Chargaia	1 700 000	STPCM	OUI	NON	0
• Nantissement	1 371 810				
Contrat de nantissement sur 4 fonds de commerce	671 810	JOMAA ET CIE	NON	NON	0
Contrat de nantissement sur un fonds de commerce	300 000	SPE	NON	NON	0
Contrat de nantissement sur un fonds de commerce	400 000	STPCM	OUI	NON	0
TOTAL	8 986 121				
3 - Engagements réciproques					
• Contrats de leasing	953 290				
Contrat n° 6131-1	96 706	AIL	NON	NON	0
Contrat n° 6131-3	699 525	Modern Lease	NON	NON	0
Contrat n° 6131-5	157 058	Tunisie Leasing	NON	NON	0

II - DETTES GARANTIES PAR DES SURETES

Postes concernés	Montant garanti	Valeur comptable des biens donnés en garantie
• Emprunt d'investissement	62 399 478	87 957 975
AMEN BANK	7 864 750	
ATB	1 663 158	
BFT	3 000 000	
BH	247 000	
BIAT	2 500 000	
BNA	13 589 365	
BS	2 394 415	
BTKD	6 000 000	
STB	17 832 418	
UBCI	3 308 373	
UIB	4 000 000	

IV. Eventualités

En application des dispositions de la loi n° 2006-25 du 15/5/2006 relative à l'amnistie fiscale, la STIP a bénéficié, au cours de l'exercice 2006, de l'abandon des pénalités de contrôle et de retard se rapportant à la dette fiscale constatée en vertu de la reconnaissance de dette du 23/4/2005 relative aux impôts et taxes dus au titre de la mise en place de la technologie Pirelli.

Cet abandon a permis à la société :

d'une part, d'annuler la quote-part de la dette fiscale initialement comptabilisée au titre des pénalités de contrôle pour 525.907 DT en constatant un produit d'égal montant, d'autre part, de ne pas prendre en charge les pénalités de retard arrêtées à la date de l'abandon à 320.613 DT.

Seulement, l'abandon des pénalités prévu par la loi d'amnistie de 2006 demeure subordonné au respect du calendrier de paiement du principal de la dette s'élevant à 2.671.780 DT qui prévoit 20 échéances trimestrielles s'étendant initialement jusqu'au 31/3/2011 d'une valeur de 133.589 DT chacune dont 16 ont été déjà payées à la date de clôture de l'exercice 2007. Par ailleurs, le paiement tardif d'une échéance générera une amende de retard de 1% par mois du montant de l'échéance.

Cette situation pourrait ainsi avoir pour conséquence, en cas de non paiement d'une échéance, la déchéance de l'avantage et l'acquiescement, conformément aux dispositions de la loi n° 2006-25 du 15/5/2006 relative à l'amnistie fiscale, des pénalités abandonnées majorées des amendes de retard.

En raison des difficultés de trésorerie que connaît la société, l'incidence finale de cette situation ne peut revêtir, qu'un caractère incertain justifiant, conformément à la norme comptable tunisienne NCT 14, de mentionner le passif éventuel qui en découle et qui est estimé au 31 décembre 2007 à la somme de 846.520 DT correspondant au risque en pénalités contrôle et de retard se rapportant à la déchéance de l'avantages fiscal de l'abandon.

V. Opérations avec les parties liées

Les opérations de la STIP avec ses parties liées réalisées au cours de l'exercice 2007 peuvent être détaillées comme suit :

- Des ventes réalisées avec la SMTP pour un montant de 17 081 022 DT ; la créance client vis-à-vis de cette filiale s'élève au 31/12/2007 à 101 634 609 MAD, soit 15 702 171 DT (Converti au cours de clôture) ;
- Le montant des ristournes à accorder à la SMTP s'élève au 31/12/2007 à 31 108 019 MAD, soit 4 927 510 DT (Converti au cours de clôture) ;

- Le remboursement, par la SMTP Amine à la STIP, des frais de mission et de déplacement au Maroc. La note de frais correspondante qui a été établie par la STIP au nom de la SMTP Amine au titre de l'exercice 2007 a porté sur 53.124 DT. La créance totale s'élève au 31/12/2007 à 521 272 DT.
- Des ventes réalisées avec la SOMACOP pour un montant de 4 883 368 DT ; la créance client vis-à-vis de cette filiale s'élève au 31/12/2007 à 1 852 463 DT.
- Le détachement du personnel de la STIP chez la société SOMACOP et chez la société SMTP Amine, filiale installée au Maroc et dont un membre du directoire est directeur à la STIP. Les rémunérations et charges sociales ainsi facturées en 2007 à ces deux filiales se sont élevées respectivement à 69.491 DT et 50.210 DT.
- La location par la STIP à la société SOMACOP d'un local sis au 14, rue d'Italie, Tunis conformément au contrat de location du 26 décembre 1995. Le loyer facturé en 2007 à ce titre s'est élevé à 23.065 DT hors TVA. La créance totale s'élève au 31/12/2007 à 426 089 DT.
- Le montant de la créance de la STIP vis-à-vis de sa filiale SOMACOP Plus en raison des refacturations des salaires des détachés s'élève au 31/12/2007 à 28 404 DT.

VI. Note sur les événements postérieurs

Ces états financiers ont été arrêtés et autorisés pour la publication en date du 13/06/2008. Par conséquent, ils ne reflètent pas les événements survenus postérieurement à cette date.

Rapport général des commissaires aux comptes Exercice clos le 31 décembre 2007

Messieurs les Actionnaires,

En exécution de la mission de commissariat aux comptes qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale Ordinaire, nous avons l'honneur de vous présenter notre rapport sur le contrôle des états financiers de la **SOCIETE TUNISIENNE DES INDUSTRIES DE PNEUMATIQUES** arrêtés au 31 décembre 2007, tels qu'annexés aux pages 8 à 32 du présent rapport, ainsi que sur les autres obligations légales ou réglementaires prévues par la loi et les normes professionnelles.

I- Opinion sur les états financiers

1- Nous avons effectué l'audit des états financiers ci joint de la Société Tunisienne des Industries de Pneumatiques SA comprenant le bilan au 31 décembre 2007 ainsi que l'état de résultat, l'état des flux de trésorerie et les notes aux états financiers pour l'exercice clos à cette date.

2- La direction est responsable de l'établissement et la présentation sincère de ces états financiers, conformément au système comptable des entreprises. Cette responsabilité comprend la conception, la mise en place et le suivi d'un contrôle interne relatif à l'établissement et la présentation sincère d'états financiers ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles ci résultent de fraudes ou d'erreurs, ainsi que la détermination d'estimations comptables raisonnables au regard des circonstances.

3- Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces états financiers sur la base de notre audit. A l'exception des limitations évoquées dans le paragraphe 6 ci-dessous, nous avons effectué notre audit selon les normes internationales d'audit. Ces normes requièrent de notre part de nous conformer aux règles d'éthique et de planifier et de réaliser l'audit pour obtenir une assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

4- Cet audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournies dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, de même que l'évaluation du risque que les états financiers contiennent des anomalies significatives, que celles ci résultent de fraudes ou d'erreurs. En procédant à ces évaluations du risque, l'auditeur prend en compte le contrôle interne en vigueur dans l'entité relatif à l'établissement et la présentation sincère des états financiers afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

5- Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion sur les états financiers.

6- L'exécution de nos travaux d'audit a été limitée par :

- l'absence d'un inventaire physique valorisé du matériel de transport, des installations générales, agencements, aménagements divers et des équipements de bureau y compris le matériel informatique se situant au siège de Tunis et par conséquent d'un rapprochement entre les valeurs comptables de ces comptes d'actifs immobilisés et l'existant physique,
- la non couverture de l'inventaire physique des stocks de pièces de rechange de M'Saken, réalisé en 2007, de tous les articles stockés à la date de clôture de l'exercice. Nous n'avons pas été, par conséquent, en mesure de nous assurer de la réalité de la valeur des pièces non inventoriées évaluées au 31 décembre 2007 à 2.014.163 DT,

7- A notre avis, sous réserve de ce qui est indiqué au paragraphe 6, les états financiers de la **SOCIETE TUNISIENNE DES INDUSTRIES DE PNEUMATIQUES SA**, annexés au présent rapport, sont réguliers et présentent sincèrement, dans tous leurs aspects significatifs, la situation financière de la société au 31 décembre 2007, ainsi que le résultat de ses opérations et les mouvements de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément au système comptable des entreprises.

8- Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci dessus, nous attirons votre attention sur l'information donnée dans la note II.2 aux états financiers soulignant l'existence d'une incertitude significative susceptible de jeter un doute important sur la capacité de la société à poursuivre son activité.

Cette note indique que la société a accusé une perte nette de 17.961.493 DT pour l'exercice clos au 31 décembre 2007, portant les capitaux propres arrêtés à cette date à la somme négative de 47.624.438 DT, soit 68.663.558 DT en deçà de la moitié du capital social et qu'en conséquence, une assemblée générale extraordinaire devrait être convoquée dans les quatre mois de l'approbation des comptes pour se prononcer, conformément aux dispositions de l'article 388 du code des sociétés commerciales, s'il y a lieu, sur la dissolution anticipée de la société.

Le passif exigible était, au 31 décembre 2007, supérieur de 86.277.144 DT à l'actif circulant et le passif total supérieur de 47.624.438 DT au total de l'actif.

Par ailleurs, en dehors de l'assainissement social entrepris en 2007 et bien que la société ait établi un plan de restructuration prévoyant plusieurs actions d'ordre financier, aucune mesure concrète n'a été prise pour assainir la situation financière de la société. Faute de concrétisation de la restructuration financière envisagée, des doutes importants pèsent sur la continuité d'exploitation. L'application des principes comptables généralement admis dans un contexte normal de poursuite des activités concernant notamment l'évaluation des actifs et des passifs, pourrait s'avérer inappropriée.

II- Autres obligations légales ou réglementaires

Nous avons également procédé, conformément aux normes professionnelles, aux vérifications spécifiques prévues par la loi. A ce titre, nous avons relevé les points suivants :

1- La société a accusé au 31 décembre 2006 et au 31 décembre 2005 des pertes nettes respectives de 32.269.368 DT et de 31.818.741 DT et, à ces dates, les fonds propres de la société sont en deçà de la moitié de son capital en raison des pertes. En application des dispositions de l'article 388 du code des sociétés commerciales, une assemblée générale extraordinaire s'est réunie le 29 juin 2006 et a décidé la continuité des activités de la société en adoptant le plan de restructuration soumis à l'autorité de tutelle et en déléguant au conseil d'administration le pouvoir pour la réalisation de l'ensemble des actions prévues. Toutefois, cette assemblée générale extraordinaire n'a pas procédé, conformément aux dispositions du même article, dans l'année qui suit la constatation des pertes, à une réduction du capital ou à une augmentation du capital pour un montant égal au moins à celui des pertes. De même, aucune nouvelle assemblée générale extraordinaire ne s'est réunie, en application des dispositions du même article, dans les quatre mois de l'approbation des comptes de l'exercice 2006, à l'effet de statuer sur la question de savoir s'il y a lieu de prononcer la dissolution de la société.

2- En application des dispositions de l'article 266, alinéa 1, du code des sociétés commerciales, nous avons procédé à l'examen de la sincérité et la concordance avec les états financiers des informations, d'ordre comptable, données dans le rapport du conseil d'administration sur la gestion de l'exercice. Les informations contenues dans ce rapport n'appellent pas, de notre part, des remarques particulières.

3- En application des dispositions de l'article 266, alinéa 2, du code des sociétés commerciales et de l'article 3 nouveau de la loi 94-117 du 14 novembre 1994 telle que modifiée et complétée par les textes subséquents, nous avons procédé à une évaluation générale du système de contrôle interne en vigueur au sein de votre établissement au titre de l'exercice 2007. Cette évaluation a fait l'objet d'un rapport remis à la direction générale de la société.

4- En application des dispositions de l'article 19 du décret n° 2001-2728 du 20 novembre 2001 relatif aux conditions d'inscription des valeurs mobilières et aux intermédiaires agréés pour la tenue des comptes en valeurs mobilières, nous avons procédé aux vérifications nécessaires pour nous assurer de la conformité de la tenue des comptes des valeurs mobilières émises à la réglementation en vigueur. Nous avons constaté, à ce titre, que la société « COFIB Capital Finances », intermédiaire agréé, procède actuellement à la tenue et à l'actualisation du registre des actionnaires de la valeur « STIP » sans, toutefois, respecter les nouvelles dispositions prévues par le règlement du CMF relatif à la tenue et à l'administration des comptes en valeurs mobilières approuvé par l'arrêté du ministre des finances du 28 août 2006 et du cahier des charges qui lui est annexé.

Fait à Tunis, le 14 juin 2008

Les commissaires aux comptes

Mohamed Zinelabidine CHERIF

Mohamed Neji HERGLI

**Rapport spécial
des commissaires aux comptes
Exercice clos le 31 décembre 2007**

Messieurs les actionnaires,

En application des dispositions des articles 200 et 475 du code des sociétés commerciales, nous avons l'honneur de vous informer que votre conseil d'administration ne nous a donné avis d'aucune convention conclue au cours de l'exercice 2007 et visée par les textes sus-indiqués.

Notre responsabilité est de nous assurer du respect des procédures légales d'autorisation et d'approbation de ces conventions ou opérations. Il ne nous appartient pas en conséquence, de rechercher l'existence éventuelle de telles conventions ou opérations mais de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, leurs caractéristiques et modalités essentielles, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien fondé. Il vous appartient d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions et la réalisation de ces opérations en vue de leur approbation.

Par ailleurs, des conventions conclues au cours d'exercices antérieurs ont continué à produire leurs effets en 2007. Il s'agit des conventions suivantes :

- Les emprunts obtenus par la société auprès de plusieurs banques à différents taux d'intérêts. Les intérêts et les intérêts de retard supportés en 2007 au titre de ces emprunts ont totalisé respectivement 3.033.972 DT et 3.351.774 DT.
- La convention conclue avec la société Pneumatici Pirelli, administrateur, relative à l'acquisition de la technologie de production « All steel » qui a été autorisée par votre conseil d'administration réuni le 26 janvier 2001. Cette convention prévoit que la société Pneumatici Pirelli perçoit une redevance technique de 2,5% du chiffre d'affaires pour les pneus « All Steel » durant les 3 premières années et de 2% pour les 2 années suivantes. La redevance ainsi supportée par la STIP au titre de l'exercice 2007 s'est élevée à 636.541 DT.
- Le détachement du personnel de la STIP chez la société SOMACOP et chez la société SMTP Amine, filiale installée au Maroc et dont un membre du directoire est directeur à la STIP. Les rémunérations et charges sociales ainsi facturées en 2007 à ces deux filiales se sont élevées respectivement à 69.491 DT et 50.210 DT.
- La location par la STIP à la société SOMACOP d'un local sis au 14, rue d'Italie, Tunis conformément au contrat de location du 26 décembre 1995. Le loyer facturé en 2007 à ce titre s'est élevé à 23.065 DT hors TVA.
- Le remboursement, par la SMTP Amine à la STIP, des frais de mission et de déplacement au Maroc. La note de frais correspondante qui a été établie par la STIP au nom de la SMTP Amine au titre de l'exercice 2007 a porté sur 53.124 DT.

Fait à Tunis, le 14 juin 2008

Les commissaires aux comptes

Mohamed Zinelabidine CHERIF

Mohamed Neji HERGLI